



Date de dépôt : 26 mai 2026

Rapport

de la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil chargée d'étudier la proposition de résolution de Marc Saudan, Masha Alimi, Raphaël Dunand encadrant les augmentations des jetons de présence des élus

Rapport de Jean-Pierre Tombola (page 3)

Proposition de résolution (1074-A)

encadrant les augmentations des jetons de présence des élus

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- qu’au sens de l’art. 46 LRCG, « lors de la dernière année de la législature, le Bureau, après avoir consulté les chefs de groupes et entendu le Conseil d’Etat, fixe, pour la durée de la législature suivante, le montant des indemnités dues aux députés » ;
- que les jetons de présence versés aux élus et représentants de l’Etat, sont financés par des fonds publics ;
- qu’une augmentation non encadrée de ces indemnités nuit à la confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions genevoises ;
- que la transparence et l’exemplarité doivent guider la rémunération des représentants politiques ;
- qu’il existe un risque de déconnexion entre les hausses de jetons et la diminution du pouvoir d’achat,

invite le Bureau du Grand Conseil

- à prévoir que toute augmentation des jetons de présence ne puisse dépasser l’indice des prix à la consommation (inflation) du moment qu’elle est uniquement votée par le Grand Conseil et que, en cas de hausse supérieure, un référendum obligatoire soit demandé ;
- à instaurer une obligation de publication annuelle et nominative des montants versés à chaque élu au titre de jetons de présence, par le biais du rapport annuel au Grand Conseil et conformément à la LIPAD.

Rapport de Jean-Pierre Tombola

La commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil a examiné la proposition de résolution encadrant les augmentations des jetons de présence des élus (R 1074) lors de ses séances des 11, 25 mars et 29 avril 2026. Afin de mener à bien ses travaux, la commission a d'abord auditionné M. Marc Saudan, premier signataire, et ensuite M^{me} Ana Roch, présidente du Grand Conseil, et M. Laurent Koelliker, sautier du Grand Conseil. Ces derniers ont éclairé la commission sur les pratiques habituelles, ce qui a permis à la commission de prendre position rapidement sans procéder à une autre audition. La commission a été présidée par M. Jean-Marie Voumard. Elle a été assistée par M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique de commission parlementaires (SGGC). Les procès-verbaux ont été tenus avec exactitude par M^{me} Coralie Tschanz. Le rapporteur remercie toutes ces personnes pour leur précieuse contribution aux travaux de la commission.

Rappel du contexte

En juin 2025, la majorité du Conseil municipal de la Ville de Genève a voté une revalorisation de 25% des jetons de présence, portant le montant par séance à environ 178 francs. Cette décision, vivement critiquée par les Genevois, représente une dépense annuelle supplémentaire d'environ 500 000 francs, soit un surcoût total estimé à au-moins 2,5 millions de francs sur la législature. Considérant que les jetons de présence versés aux élus et représentants de l'Etat sont financés par des fonds publics et qu'une augmentation non encadrée de ces indemnités nuit à la confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions genevoises, d'une part, et d'autre part que la transparence et l'exemplarité doivent guider la rémunération des représentants politiques, la résolution 1074 invite le Bureau du Grand Conseil :

- à prévoir que toute augmentation des jetons de présence ne puisse dépasser l'indice des prix à la consommation (inflation) du moment qu'elle est uniquement votée par le Grand Conseil et que, en cas de hausse supérieure, un référendum obligatoire soit demandé ;
- à instaurer une obligation de publication annuelle et nominative des montants versés à chaque élu au titre de jetons de présence, par le biais du rapport annuel au Grand Conseil et conformément à la LIPAD.

A l'issue des travaux de la commission et après échanges et discussion plusieurs éléments ont guidé le vote des commissaires, notamment le fait que :

Le dépôt de cette résolution est une réaction à l'actualité concernant l'augmentation des jetons de présence du Conseil municipal de la Ville de Genève, et qui a suscité des critiques.

Cette proposition de résolution a suscité des interrogations lors de l'audition du sautier. Le débat a été utile, mais il n'est pas nécessaire d'aller plus loin.

Le référendum proposé paraît constituer un instrument disproportionné.

L'argument de la transparence ne constitue pas en soi une justification suffisante.

Les tentatives d'augmentation des jetons de présence au niveau municipal ont déjà été encadrées politiquement et les mécanismes de contrôle existants sont suffisants.

Il n'est pas adéquat d'imposer une publication généralisée des jetons de présence des députés car chaque groupe peut, s'il le souhaite, publier ses propres données.

Pour toutes ces raisons, la résolution 1074 a été refusée par

Non : 13 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)

Oui : 0

Abstentions : 2 (1 LJS, 1 LC)

Pour plus de détails sur les échanges et discussion, je vous prie de vous référer aux pages suivantes concernant les travaux de la commission.

Travaux de commission

Séance du 11 mars 2026

Présentation de M. Marc Saudan, premier signataire

M. Saudan explique que cette résolution fait suite à certaines situations survenues au sein du Conseil municipal de la Ville de Genève, qui ont suscité des interrogations, ainsi que des oppositions et des contestations. Le fait que des élus puissent décider eux-mêmes d'augmenter leurs jetons de présence, alors qu'ils sont à la fois juges et parties, a été mal perçu, d'autant plus que ces montants proviennent de fonds publics. La présente résolution vise à prévoir que, en cas d'augmentation importante des jetons de présence, celle-ci puisse être soumise à l'approbation de la population, dans la mesure où ce sont les contribuables qui financent ces indemnités. Cela permettrait d'éviter que les élus puissent décider eux-mêmes d'augmentations qui pourraient être jugées

indues ou mal comprises par la population. M. Saudan relève à cet égard que le Conseil municipal est finalement revenu sur sa décision dans le cas évoqué.

M. Saudan ajoute que la seconde invite vise à renforcer la transparence. Il existe beaucoup d'idées reçues parmi la population sur les revenus des élus. Les politiciens sont de plus en plus critiqués et davantage de transparence permettrait de montrer que l'activité politique exercée dans un système de milice ne permet pas de s'enrichir. Un rapport public sur ces indemnités permettrait à la population de juger si celles-ci sont raisonnables ou, le cas échéant, de les contester. Depuis plusieurs années, il est devenu courant d'annoncer ses conflits d'intérêts lors de conférences ou de congrès. Selon M. Saudan, plus les responsables politiques feront preuve de transparence, plus cela permettra de limiter les critiques et de restaurer une certaine confiance au sein de la population.

Un député (PLR) remercie M. Saudan pour cette initiative, qu'il juge pertinente. Il relève toutefois qu'il ne faut pas confondre la question des liens d'intérêts avec celle des jetons de présence. Si l'on devait aller dans le sens évoqué, il faudrait préciser, dans la publication des liens d'intérêts, si les activités mentionnées sont exercées à titre bénévole ou lucratif. Il indique par ailleurs, à titre personnel, ne pas être certain qu'il soit pertinent de publier le montant perçu individuellement par chaque élu. En revanche, il estime important d'indiquer clairement le montant des jetons de présence, par exemple pour les séances de commission ou de plénière, et d'expliquer à quoi correspondent ces indemnités. Il relève que beaucoup de personnes pensent que les élus sont rémunérés pour leur travail politique, alors qu'il s'agit en réalité d'une indemnité compensant le temps consacré à l'activité politique, notamment au détriment d'autres activités professionnelles ou personnelles. Il ajoute que rappeler cet aspect permettrait également d'éviter que les augmentations éventuelles soient perçues comme des augmentations de salaire.

M. Saudan indique que, dans une société où les responsabilités publiques impliquent une certaine exposition, il estime normal que la transparence soit renforcée. Il précise ne pas être opposé à ce principe. S'agissant des jetons de présence, il relève qu'ils sont liés à une activité professionnelle, dans la mesure où le temps consacré à la fonction politique ne peut pas être consacré à une activité professionnelle. Lorsqu'il siège au Grand Conseil, il n'est par exemple pas en mesure de travailler dans son cabinet. Il ajoute toutefois que, si l'on interroge l'ensemble des députés, la situation n'est pas la même pour tous : l'indemnité ne compense pas nécessairement une perte de revenu dans chaque cas. Il explique que si l'on souhaite aller plus loin en matière de transparence, il faudrait également mettre ces montants en relation avec le temps

effectivement consacré à l'activité politique. Il évoque aussi la possibilité d'indiquer la part éventuellement reversée aux partis politiques, ce qui permettrait de montrer que la fonction de député reste largement une activité de milice et non une activité professionnelle lucrative.

Discussion de la commission

Un député (UDC) relève que les montants des jetons de présence sont déjà publics. Il trouve que chercher à connaître précisément ce que chaque personne perçoit pourrait relever d'une forme de voyeurisme, comparable aux débats parfois suscités autour des salaires des fonctionnaires. Il estime que, dans la mesure où le tarif est public et qu'il vise à compenser une perte de revenu, il n'est pas nécessaire de connaître le détail du nombre d'heures siégées par chaque député. Il s'interroge également sur la proposition d'introduire un référendum obligatoire pour certaines augmentations. Il relève que l'organisation d'un référendum entraîne des coûts et se demande si ceux-ci ne pourraient pas être supérieurs aux montants des augmentations concernées, notamment si un référendum devait intervenir régulièrement, par exemple pour des ajustements liés à l'inflation. Il considère que le système actuel semble déjà fonctionner. M. Saudan précise, n'étant pas un politicien de métier qu'il ne dispose pas de la même expérience que certains collègues. Il indique toutefois être mal à l'aise avec la situation dans laquelle les élus sont juges et parties lorsqu'ils décident eux-mêmes d'augmenter leurs jetons de présence. Il estime, s'agissant d'argent public, qu'il serait légitime de prévoir un mécanisme de contrôle externe. Il précise qu'il ne s'agit pas nécessairement d'organiser un référendum à chaque modification.

Un député (UDC) ne souhaite pas que certaines catégories de personnes, telles que les fonctionnaires ou les retraités, soient stigmatisées. Il rappelle que des chômeurs ou des étudiants peuvent également être élus. Il souligne que les tarifs horaires sont déjà publics et qu'il est relativement facile d'estimer ce que perçoivent les députés en effectuant des calculs. Il ajoute que les présidents de partis et les chefs de groupe reçoivent l'indexation annuelle correspondant aux indemnités des députés de leur groupe. Il explique que dès lors, à l'intérieur des partis, les informations sont généralement connues. Il s'interroge toutefois sur la compatibilité d'une publication détaillée avec le secret fiscal, estimant que publier dans un registre les montants perçus par chacun pourrait entrer en conflit avec ce principe, et M. Saudan n'entendait pas stigmatiser les fonctionnaires ou les retraités lorsqu'il les a mentionnés. Il souhaitait simplement souligner que l'indemnité versée aux députés correspond davantage aujourd'hui à la reconnaissance d'une activité politique qu'à une compensation exacte d'une perte de revenu. S'agissant du secret fiscal, il

indique ne pas être certain que celui-ci s'applique de la même manière dans ce cas, dans la mesure où il s'agirait de l'indemnité versée par le Grand Conseil, et non de l'ensemble des revenus d'une personne. A la suite de quoi le député (UDC) ajoute que les fonctionnaires qui siègent au parlement le font généralement en utilisant des heures supplémentaires ou des jours de vacances.

Un député (S) relève que les jetons de présence varient d'une commune à l'autre. Il ajoute que, dans certains partis, une partie des jetons de présence est reversée au parti politique. Il s'interroge également sur les situations dans lesquelles certaines personnes réduisent leur taux d'activité professionnelle afin de participer à des conseils. Il déclare que publier des informations détaillées sur les montants perçus pourrait revenir à révéler indirectement des éléments relevant de la sphère privée, notamment le revenu global des personnes concernées. A la suite de quoi M. Saudan comprend les craintes liées à la publication des montants perçus par les députés. Il considère qu'il existe toutefois une part de fantasme dans la population à ce sujet. Il estime que les élus n'ont pas à avoir honte de ces indemnités et que davantage de transparence pourrait être bénéfique.

Le même député (S) relève que la publication de ces informations pourrait conduire à des comparaisons biaisées, par exemple entre les personnes siégeant dans un plus grand nombre de commissions et celles qui y participent moins. Il demande si les signataires ne craignent pas que cela donne lieu à des interprétations erronées. M. Saudan estime que cela pourrait effectivement se produire, mais que ces différences seraient pondérées par le temps consacré aux activités parlementaires, ce qui permettrait selon lui de rééquilibrer l'appréciation.

Une députée (S) observe que la résolution poursuit deux objectifs : d'une part limiter les augmentations des jetons de présence décidées par les élus eux-mêmes, notamment par le biais d'un référendum, et d'autre part agir sur l'image des élus par une plus grande transparence. Elle s'interroge toutefois sur la pertinence de ces deux approches. Elle considère que, si un mécanisme permet déjà d'encadrer les augmentations, il n'est peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'à imposer une publication détaillée des montants perçus. M. Saudan précise que la résolution est avant tout liée à la première invite. Il indique que la seconde invite vise davantage à susciter le débat. Il estime que l'objectif principal reste d'éviter que les élus se trouvent en situation de juges et parties lorsqu'ils décident eux-mêmes d'une augmentation. Il explique qu'un mécanisme de régulation serait souhaitable, tout en reconnaissant que le référendum n'est peut-être pas nécessairement la meilleure solution.

Une députée (S) demande si, au fond, il n'existe actuellement aucun autre mécanisme que le vote de l'assemblée elle-même pour décider de telles augmentations, et M. Saudan le confirme.

Un député (PLR) relève qu'en matière de transparence, certaines informations sont déjà publiées. Il mentionne notamment un montant global d'un peu plus de 4 millions de francs par année, avec un revenu moyen pour les députés situé entre 15 000 et 35 000 francs. Sur la forme, il indique qu'il lui paraît particulier de recevoir une résolution destinée au Bureau du Grand Conseil. Il se demande pourquoi la question n'a pas été directement portée devant le Bureau, ce qui aurait permis d'éviter des travaux de commission estimés entre 5 000 et 10 000 francs. M. Saudan précise qu'on lui a indiqué que la voie appropriée était celle d'une résolution. Il mentionne qu'un autre sujet discuté au Bureau n'avait pas réellement apporté de réponse. Il ajoute que, selon lui, un coût de 5 000 à 10 000 francs pour traiter une résolution en commission pendant une heure n'est pas particulièrement élevé.

Un député (PLR) relève que, si des auditions devaient être organisées, cela entraînerait une augmentation des coûts, et M. Saudan note que cela pourrait susciter un certain intérêt.

Une députée (LC) indique trouver intéressante la question de la transparence. Elle relève toutefois que chaque parti politique est libre de publier les montants perçus par ses députés et demande si cette liberté ne serait pas suffisante. M. Saudan constate que cette liberté existe effectivement, mais qu'elle est peu utilisée. Il estime qu'il pourrait s'agir d'une piste intéressante. Il indique que, durant la courte période où il a exercé la fonction de chef de groupe, il envisageait d'aborder ce sujet au sein de son groupe, notamment concernant la répartition des indemnités et les montants reversés au parti, afin de garantir une certaine équité entre les députés. Il estime qu'une déclaration de ce type serait relativement simple à mettre en place.

Une députée (LC) relève que certains partis mettent déjà en avant la transparence, citant notamment le groupe des Verts. Elle ajoute que, lorsque les conseils municipaux votent une augmentation des jetons de présence, cela intervient généralement en fin de législature, ce qui signifie que les personnes appelées à bénéficier de cette décision ne sont pas nécessairement celles qui l'ont votée, même si une majorité d'entre elles peuvent être réélues. Elle observe également que certains partis prônant des politiques d'économie n'ont pas hésité à soutenir des augmentations de jetons de présence.

Une députée (S) relève que l'accès au parlement n'est pas également facile pour tout le monde, notamment pour les femmes. Elle estime qu'une rémunération adéquate peut permettre de mieux concilier les engagements

politiques et les autres responsabilités, et contribuer à rendre l'accès au parlement plus accessible. Elle demande si cela ne constitue pas aussi une responsabilité démocratique, et M. Saudan précise que sa résolution ne porte pas sur le niveau du montant, mais sur la procédure d'augmentation. L'idée est de consulter la population lorsque l'augmentation est importante. Il reconnaît que, pour certaines catégories de la population, les indemnités peuvent paraître insuffisantes. Selon lui, la question centrale n'est pas le montant, mais la manière dont celui-ci est augmenté, afin d'éviter que cela soit mal perçu par la population.

Une députée (S) relève que la résolution mentionne un seuil lié à l'indice des prix à la consommation, ce qui implique indirectement une question de montant. Elle ajoute que le fait que les conseillers municipaux votent leurs propres jetons de présence correspond au principe de subsidiarité, cher à la tradition helvétique. Elle demande si la proposition reviendrait à permettre au Grand Conseil d'intervenir dans les décisions des conseils municipaux. M. Saudan précise que ce n'est pas l'intention et que ces questions sont distinctes.

Le président remercie M. Saudan pour sa présentation. Celui-ci prend congé de la commission.

Discussion interne

Un député (PLR) estime qu'il serait opportun d'auditionner le Bureau du Grand Conseil et le sautier.

Un autre député (PLR) indique qu'il serait également possible de consulter le Bureau par écrit.

Le groupe socialiste soutient la proposition du député (PLR), estimant que cela permettrait de poser des questions de fond et d'entrer davantage dans le dialogue.

Un député (UDC) propose de passer au vote. Il estime qu'il s'agit d'un débat politique que la commission peut trancher sans audition supplémentaire. Il propose dès lors de ne pas procéder à des auditions, ni par écrit ni oralement.

Le président met aux voix l'audition du Bureau du Grand Conseil.

Oui : 10 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 MCG, 2 PLR, 1 UDC)

Non : 2 (1 LC, 1 UDC)

Abstentions : 3 (1 MCG, 2 PLR)

L'audition du Bureau du Grand Conseil est acceptée.

Séance du 25 mars 2026

Audition

- *M^{me} Ana Roch, présidente du Grand Conseil,*
- *M. Laurent Koelliker, sautier du Grand Conseil*

M^{me} Roch rappelle que la résolution prévoit que toute augmentation des jetons de présence dépassant l'indice suisse des prix à la consommation serait obligatoirement soumise au référendum. Le Bureau a examiné cette question et relève que les jetons de présence ne sont pas augmentés à chaque nouvelle législature. La dernière augmentation remonte à 2013, de sorte qu'aucune revalorisation n'est intervenue durant les dix années suivantes. Elle ajoute qu'aucune nouvelle demande n'a été formulée depuis lors. Elle considère dès lors qu'il est excessif de prévoir une telle mesure par voie réglementaire. La résolution prévoit également la publication des jetons de présence perçus par chaque membre du parlement. Le Bureau du Grand Conseil s'est opposé à cette proposition pour des raisons liées à la protection des données. M^{me} Roch reconnaît que cette démarche répond à un objectif de transparence, mais relève que chaque parti reste libre de publier ces informations. Elle considère qu'il n'appartient pas au Grand Conseil de procéder à une telle publication.

Un député (PLR) s'interroge sur le point de savoir s'ils doivent être considérés comme une rémunération assimilable à un salaire ou comme une indemnité liée au coût d'opportunité, dans la mesure où l'exercice du mandat empêche les députés de se consacrer à d'autres activités. M. Koelliker précise qu'il n'existe pas de définition juridique stricte en la matière. Les jetons de présence constituent plutôt une compensation liée au temps consacré à l'exercice du mandat. Ils sont calculés en fonction du nombre d'heures passées en commission et en séance plénière.

Un député (MCG) relève que les jetons de présence sont soumis à des déductions sociales, notamment l'AVS et l'AI. Il s'interroge dès lors sur leur nature juridique, en particulier sur la cohérence entre leur qualification d'indemnité et leur assujettissement aux cotisations sociales. Il considère que ces éléments les apparentent à un revenu issu d'une activité et juge qu'il serait utile d'en préciser la définition. M. Koelliker indique que les jetons de présence ne constituent pas un salaire, mais qu'ils représentent néanmoins un revenu. Le Tribunal des assurances sociales a tranché cette question en 2006 en considérant que ces montants devaient être assujettis aux cotisations sociales. En 2005, le Bureau a engagé des discussions afin de déterminer quelle part de ces montants pouvait être exonérée de charges. M^{me} Roch reconnaît que cette question pourrait être clarifiée. Elle rappelle que, en principe, les indemnités ne sont pas soumises aux charges sociales.

Une députée (S) remercie les intervenants pour leurs réponses. Elle s'interroge sur l'information donnée au public et demande si les montants des jetons de présence sont clairement communiqués, notamment sur des sites internet, non pas de manière individuelle pour chaque député, mais de façon générale. M. Koelliker confirme que ces informations figurent dans le Mémento des députés. Il est également possible de retrouver le volume total des jetons de présence dans les comptes de l'Etat, accessibles au public. Il ajoute que, lorsqu'un citoyen souhaite connaître le revenu d'un député, il lui est possible d'obtenir le tarif horaire. Ces informations sont soit communiquées sur demande, soit disponibles en ligne.

Un député (Ve) s'interroge sur la compatibilité d'une telle publication avec la LIPAD, indiquant avoir compris que la publication de montants individuels pourrait ne pas être conforme à la LPD.

M^{me} Roch précise que la réserve exprimée repose sur des considérations liées à la protection des données. Chaque député, ainsi que chaque parti, restent libres de publier ces informations à titre individuel. A la suite de quoi M. Koelliker ajoute que, si le Grand Conseil devait donner suite à cette résolution et se doter d'une base légale prévoyant la publication de ces informations, le cadre juridique applicable serait alors différent.

Un député (PLR) relève que l'exposé des motifs fait référence à la Ville de Genève. Il demande s'il serait possible d'obtenir des informations sur l'évolution des jetons de présence des députés du Grand Conseil, notamment le nombre d'augmentations intervenues, leur proportion, ainsi que les motifs invoqués. M. Koelliker indique que la dernière augmentation des jetons de présence remonte à 2013 et s'élevait à 25%. Ce taux relativement élevé s'expliquait notamment par l'absence d'augmentation durant les douze années précédentes, ainsi que par la nécessité de tenir compte de l'inflation. Le Grand Conseil avait également pris en considération la complexité croissante des dossiers, nécessitant un temps de préparation accru, non rémunéré, qui n'avait pas été suffisamment valorisé. La question de la fiscalisation des jetons de présence avait été intégrée dans la réflexion. La précédente augmentation remontait, de mémoire, à 2001 et était de l'ordre de 10%. Il rappelle que la loi prévoit que l'adaptation des jetons de présence n'intervient pas de manière annuelle, mais au maximum tous les cinq ans, sans qu'il y ait pour autant une obligation de procéder à une augmentation. Il relève que, dans un tel cadre, toute adaptation espacée dans le temps conduit mécaniquement à des hausses supérieures à l'indice des prix à la consommation. Il indique ne pas chercher à défendre les décisions prises, mais considère que deux augmentations en vingt-cinq ans ne peuvent être qualifiées d'excessives. Il ajoute que, lors de plusieurs

législatures, le Bureau a renoncé à toute adaptation malgré l'évolution du contexte économique.

Un député (PLR) relève qu'il existe actuellement une valeur de base à laquelle s'ajoute l'augmentation de 25% décidée en 2013. Il s'interroge sur l'opportunité de simplifier ce système en retenant un tarif horaire unique.

M. Koelliker explique que le dispositif actuel répond également à un objectif d'économie des deniers publics. Il précise qu'une modification du tarif horaire aurait pour effet d'augmenter la part rétrocédée aux partis. Il indique que l'objectif poursuivi était de compenser le revenu des députés, sans accroître cette rétrocession.

En réponse à question d'un député (PLR) demandant si cette résolution a été examinée au sein du Bureau, évoquant l'hypothèse d'un soutien très minoritaire, M^{me} Roch ne peut pas se prononcer sur ce point. La question a été discutée autant que nécessaire, sans susciter de débats particulièrement approfondis.

Un député (PLR) demande s'il existe d'autres pistes que la commission pourrait explorer. M. Koelliker constate que la seule ouverture identifiée concerne la transparence, en précisant que les groupes peuvent publier ces informations avec l'accord de leurs membres. Il indique toutefois qu'une large majorité du Bureau ne souhaite pas que ces données figurent officiellement dans les documents du Grand Conseil.

Un député (MCG) relève que l'impact de l'augmentation de 2013 sur le pouvoir d'achat des députés a été variable, notamment en raison de la fiscalisation. Il observe que certains députés ont vu leur revenu diminuer en termes réels malgré l'augmentation nominale, et M. Koelliker précise que le Bureau est conscient de ces disparités. Si certains députés ont effectivement bénéficié d'une augmentation de 25%, d'autres n'ont constaté qu'une variation limitée, voire nulle, en raison de leur charge fiscale. Pour certains profils, le revenu est resté globalement stable.

Le président remercie M^{me} Roch et M. Koelliker pour leurs explications. Ceux-ci prennent congé de la commission.

Discussion interne

Un député (Ve) envisage le dépôt d'un amendement. Il propose notamment de supprimer la deuxième invite. Il suggère également de reformuler la résolution en prévoyant que toute augmentation des jetons de présence soit conforme à l'indice des prix à la consommation et que, dans le cas contraire, des justificatifs soient fournis. Il considère que, sur le principe, la résolution

apparaît quelque peu excessive, tout en rappelant qu'il ne s'agit que d'une résolution. Il estime toutefois qu'il serait opportun d'introduire certains garde-fous.

Un député (S) relève que, au regard des éléments exposés par M. Koelliker, la question des augmentations des jetons de présence suscite des divergences au sein de son groupe. La publication des montants sur un site internet relève, selon lui, de la responsabilité individuelle. Il établit une analogie avec la publication d'une fiche de salaire par un employeur, qu'il juge inappropriée. Il considère que chaque personne peut, si elle le souhaite, faire preuve de transparence à titre individuel, de même que les groupes politiques. Il indique que son groupe est plutôt défavorable à cette résolution, sous réserve d'un éventuel examen de l'amendement proposé par le groupe des Verts.

Un député (LJS) constate que cette résolution a été déposée en réaction à des événements survenus en Ville de Genève. Il considère qu'elle repose sur une intention louable. Il relève toutefois que les échanges en commission mettent en lumière des enjeux plus larges. Il estime que les éléments apportés invitent à approfondir la réflexion et, le cas échéant, à renforcer le cadre relatif aux jetons de présence. Il ne s'opposera pas à un éventuel amendement, mais considère que cette thématique mériterait des travaux plus approfondis.

Un député (UDC) estime qu'il convient de procéder au vote. Si un amendement est prêt, celui-ci peut également être soumis au vote. Il considère que les élus doivent conserver la liberté d'agir, y compris sur des questions qui les concernent directement. Le fait que la situation se soit régulée d'elle-même démontre, selon lui, le bon fonctionnement du système. Il considère que toute réglementation supplémentaire serait inadaptée dans un contexte évolutif et propose dès lors de rejeter cette résolution.

Un député (PLR) indique que la commission a par le passé eu l'occasion d'examiner plusieurs aspects de cette problématique. Il relève que l'esprit de la résolution est reflété dans son intitulé. Il observe toutefois que le groupe à l'origine de cet objet n'a pas suffisamment tenu compte de l'historique, comme l'a rappelé le sautier. Il relève que l'augmentation de 2013 constituait la première depuis 2003 et qu'elle a été accompagnée de mesures visant notamment à limiter la part non rétrocedée aux partis. Il s'interroge sur la pertinence de réglementer un système qu'il estime fonctionnel. Il relève également qu'un mécanisme de rattrapage conduit nécessairement à des augmentations supérieures à l'indice des prix à la consommation, ce qui pourrait entraîner des effets contre-productifs. Il rappelle que l'augmentation de 2013 avait fait l'objet de débats importants et d'une communication transparente. Il propose dès lors de procéder au vote. Il ajoute que certaines questions, notamment celle de la part des 25% non rétrocedée aux partis,

pourraient faire l'objet d'une réflexion ultérieure au sein des groupes. Il considère toutefois qu'il n'est pas nécessaire de maintenir cet objet à l'ordre du jour.

Un député (Ve) s'oppose à la mise au vote immédiate. Cette résolution concerne l'ensemble des membres du Grand Conseil, y compris ceux qui ne sont pas représentés au sein de la commission. Il indique en outre ne pas être convaincu qu'une réglementation en la matière soit problématique.

Le président constate qu'il y a deux demandes d'audition, ainsi que deux propositions de report.

Le président met aux voix le principe de procéder au vote de la R 1074 lors de la présente séance.

Oui : 1 (1 UDC)

Non : 12 (3 S, 2 VE, 1 LJS, 1 LC, 2 MCG, 3 LR)

Abstention : 1 (1 PLR)

Le principe de procéder aujourd'hui au vote de la R 1074 est refusé.

Un député (Ve) a transmis sa proposition d'amendement par messagerie électronique à la commission.

Le président indique que la commission reviendra ultérieurement sur l'examen de cette résolution.

Séance du 29 avril 2026

Discussion et prise de position des groupes

Le président demande si un commissaire souhaite prendre position concernant la résolution 1074.

Un député (Ve) n'est pas favorable à cette résolution.

Une députée (UDC) rejoint cette position et annonce qu'elle s'y opposera.

Un député (UDC) s'interroge sur la pertinence pour le Grand Conseil de se prononcer sur les indemnités du Conseil municipal de la Ville de Genève.

Une députée (LC) précise que la résolution concerne le Grand Conseil et non le Conseil municipal.

Un député (Ve) relève que, si le référendum lui paraît constituer un instrument disproportionné, la publication des jetons de présence ne lui semble en revanche pas problématique. Il ne perçoit pas le lien avec le secret fiscal et estime que la publication des frais des membres du Conseil d'Etat constitue une pratique saine.

Un député (LJS) indique maintenir la résolution.

Un député (UDC) considère que l'argument de la transparence ne constitue pas en soi une justification suffisante. Il relève que les tentatives d'augmentation des jetons de présence au niveau municipal ont déjà été encadrées politiquement et que les mécanismes de contrôle existants sont suffisants. Il estime que des mesures supplémentaires ne sont pas nécessaires.

Un député (S) indique que le dépôt de cette résolution s'inscrit dans une réaction à l'augmentation des jetons de présence, qui a suscité des critiques. Il reconnaît l'importance de la transparence, tout en estimant que chaque groupe peut, s'il le souhaite, publier ses propres données. Il considère qu'imposer une publication généralisée n'est pas adéquat et annonce que le groupe socialiste refusera la résolution.

Un député (PLR) relève que cet objet, adressé au Bureau, a déjà suscité des interrogations, notamment lors de l'audition du sautier. Il estime que le débat a été utile, mais qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin, et annonce qu'il refusera également la résolution.

Vote

Le président met aux voix la résolution 1074.

Oui :	0
Non :	13 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)
Abstentions :	2 (1 LJS, 1 LC)

La résolution 1074 est refusée.

Catégorie : III

Conclusion

La résolution 1074 a été déposée à la suite d'une actualité du mois de juin 2025 liée au vote de la majorité du Conseil municipal de la Ville de Genève sur la revalorisation de 25% des jetons de présence, portant le montant par séance à environ 178 francs. Cette décision, vivement critiquée par les Genevois, a finalement été annulée par le même Conseil municipal. L'argument de la transparence mis en avant dans la résolution ne constitue pas en soi une justification suffisante pour obliger la publication annuelle et nominative des montants versés à chaque élu au titre de jetons de présence.

Par ailleurs, les tentatives d'augmentation des jetons de présence au niveau municipal de la Ville de Genève ont déjà été encadrées politiquement, ce qui prouve que les mécanismes de contrôle existants sont suffisants. Par

conséquent des mesures supplémentaires proposées dans la résolution ne sont pas nécessaires.

Eu égard aux explications qui vous sont données, la résolution 1074 a été refusée par la majorité de la commission, qui vous recommande de faire de même.